

Extrait des "Cahiers de NARJOUA"

n. 1 - pp. 57-64.

2^e trimestre 1975.

A propos du colloque d'Ibadan sur "La violence urbaine"

Paris (Fds)
Marguerat

LES VIOLENCES

(un essai de typologie)

par

Yves MARGUERAT¹

Les violences sont, comme on dit, un "thème porteur". Elles font ainsi volontiers les gros titres des médias. Dans la vie politique, l'appel au renforcement des mesures "sécuritaires" est un thème de propagande qui marche en général fort bien. Dans les villes où la population s'angoisse d'une forte insécurité (qui est une atteinte indéniable à la qualité de la vie), le commerce des dispositifs de protection et les entreprises de gardiennage sont des activités florissantes. La réalité des actes violents, des climats de violence est indéniable (beaucoup plus facilement perçue et amplifiée par l'opinion

variables dans l'espace que dans le temps. "Plaisante Justice qu'une rivière borne ! Vérité au deçà des Pyrénées, erreur au delà", ironisait déjà Pascal, il y a près de 350 ans, et de poursuivre : "Le caprice des hommes s'est si bien diversifié qu'il n'y a point de [loi universelle]. Le larcin, l'inceste, le meurtre des enfants et des pères..., tout a eu sa place entre les actions vertueuses.[...] Ne pouvant faire que ce qui est juste fût fort, on a fait que ce qui est fort fût juste."

Essayons de nous limiter à une approche simplement descriptive et analytique, selon l'exemple d'Émile Durkheim dans sa fameuse étude sur le suicide (1897), dont on a pu dire qu'elle avait établi la sociologie au rang des sciences, non par l'impossible absence de toute subjectivité du scientifique, mais par l'honnêteté, la clarté et la rigueur de sa démarche, à commencer par celles de ses classifications.

En novembre 1994, un colloque international s'est tenu à Ibadan, au Nigeria, sur le thème de la "violence urbaine" (combien obsédante dans ce pays !). Les communications furent fort nombreuses et riches, mais, sur ce thème précis, elles ont hélas été souvent décevantes, car la plupart manquaient cruellement d'informations provenant directement du "terrain" (c'était au mieux des statistiques d'origine policière d'une validité en général assez suspecte). Faisait surtout défaut un minimum d'effort de typologie des faits dont il était question : on mélangeait sans cesse dans la même terminologie -et le même opprobre- le vol d'un sac à main dans la rue et le coup d'État militaire... Il faut essayer d'y voir un peu plus clair, d'autant plus que, à l'issue du colloque, les organisateurs scientifiques sont tombés d'accord sur la mise en place d'un réseau de recherche international sur ce thème. Je voudrais y apporter ma contribution par l'effort de clarification des définitions et des approches que je suggère ici.

Il faut d'abord délimiter les lisières du concept. Je propose de ne considérer ici comme "violence" que **l'usage de la force physique pour imposer sa volonté**¹, ce qui exclue beaucoup de choses que l'on a trop tendance à confondre.

1) La violence est donc nécessairement **humaine** : quelle que soit la puissance dévastatrice d'un ouragan, d'un tremblement de terre, d'une éruption volcanique..., ce ne sont là que l'expression des lois de la nature, sans commune mesure avec les problématiques des hommes. Quant à la violence faite à la nature (déforestation, endiguement, etc.), ce n'est là qu'une métaphore hors de notre propos.

2) Elle doit être **volontaire** : les accidents de la route (qui tuent en France près de 10 000 personnes chaque année, guère moins que la Terreur révolutionnaire en 1793-94), comme les formes extrêmes du "stress urbain" (bruit, pollution, ghettos inhumains...), ne relèvent pas de la même logique.

3) Est-il besoin de préciser qu'elle doit être conflictuelle ? Ouvrir le ventre de

4) Plus fondamental encore est le fait que la violence doit être **ouverte**, évidente (au moins aux yeux de sa victime). On ne considérera pas comme élément de ce que nous voulons analyser ici les **rapports de force simplement latents**, que l'on peut regrouper en trois catégories :

-Les violences "**insidieuses**", comme les tabous à fondement religieux (qui s'imposent par la terreur du surnaturel), ou encore les diverses formes de l'exploitation économique, ainsi que les nombreuses situations de discrimination imposées si souvent aux femmes ou aux basses castes (dont l'existence est justifiée par une métaphysique

Une telle approche nous a mis immédiatement en contact avec la diversité foisonnante du phénomène. Il faut donc l'englober dans une grille typologique plus vaste, fondée cette fois sur **la dynamique sociale** de la violence, c'est-à-dire la prise en compte simultanée de son **origine** et de sa **destination** : quelle est la partie de la société où elle prend sa source, et quelle est celle qui la reçoit ? On distinguera ici, selon l'expression populaire africaine, le "**en-haut**" et le "**en-bas**", c'est-à-dire, bien sûr, les éléments qui, d'une manière ou d'une autre, dirigent la société et ceux qui ne font que subir.

La violence peut se diriger :

1) **d'en-haut contre en-haut**. L'expression la plus simple en est la **guerre**, par laquelle un État cherche à imposer sa volonté à un autre, pour lui prendre tout ou partie de son territoire et de ses ressources, ou pour le supprimer en tant qu'État (fût-ce en le satellisant pour sauvegarder les apparences). Le **coup d'État**, la révolution de palais (le grand vizir qui devient calife à la place du calife) relèvent de la même logique. On a défini la guerre comme "des gens qui ne se connaissent pas et s'entre-tuent au profit de gens qui se connaissent et ne s'entre-tuent pas" ; le coup d'État, lui, se passe entre gens qui se connaissent bien et règlent leurs différends au poignard ou à la kalachnikov. La guerre civile, la révolution réussie ont, elles aussi, cette même finalité : la conquête de l'État, la mainmise sur l'en-haut¹.

2) **d'en-haut contre en-bas** ; c'est la **répression** que mènent ceux qui ont le pouvoir pour s'imposer à ceux qui ne l'ont pas (l'oppression établie ne relève, on l'a déjà dit, que de la violence "menaçante"). Les formes de cette répression peuvent être très diverses :

-*légale* : la peine de mort, quels qu'en soient l'alibi juridique -la définition du "juste courroux des Lois"- et la forme : bûcher médiéval, guillotine, peloton d'exécution, décapitation au sabre sur la place publique ou, toute dernière mode, piqûre mortelle, comme chez le vétérinaire...

-*militaro-politique*, comme au Chili en 1973, pour détruire un régime trop populaire, avec l'usage méthodique de la torture, davantage pour terroriser que pour obtenir du renseignement. Beaucoup moins tragiques, mais tellement fréquents dans les pays non démocratiques², relèvent de la même logique les innombrables abus de pouvoir commis par les membres de la police et de l'armée au détriment de la population sans défense qu'ils sont censés protéger.

-*politique* : mise en place d'un système totalitaire, imposant par la force l'enthousiasme obligatoire des citoyens, sous menace de révocation, passage à tabac,

violence contre en-bas pour s'imposer en-haut. On a pu, autrefois, pratiquer l'assassinat bien ciblé (depuis les "haschischins" du Vieux de la Montagne, au XII^e siècle, jusqu'aux nihilistes russes, qui, une fois, renoncèrent à jeter une bombe sur un grand-duc de peur de tuer aussi son chauffeur, innocent à leurs yeux). Au XX^e siècle, la mode est au terrorisme de plus en plus aveugle dans le choix de ses victimes, de l'enlèvement d'otages étrangers à la voiture piégée dans la foule au nom du Salut du Peuple : il y a peu de domaines où les notions morales de moyens et de fins, de responsabilité, de bien et de mal, se brouillent à ce point.

4) **d'en-bas contre en-haut** : c'est la **révolte**, l'émeute urbaine et ses barricades, la jacquerie rurale qui brûle les châteaux (pas la révolution qui gagne, car l'on revient alors au cas n° 1). Elle se déclenche en général en réaction à un excès d'oppression venue d'en-haut, quand il apparaît, en un éclair ou après une longue

collectif d'une minorité -religieuse (la Saint-Barthélemy parisienne) ou ethnique (le Rwanda)- haïe de la majorité, qui prend les armes sur une étincelle, provoquée ou non. Les pogroms russes d'autrefois ont pu être téléguidés par la police tsariste, mais ils n'auraient pu être créés de toute pièce sans un soutien populaire relativement large¹. Dans la catégorie de la destruction des biens, c'est le vandalisme "sans cause" des jeunes des banlieues d'exclusion, qui cassent pour simplement manifester leur existence : une violence (plus ou moins suicidaire) qui n'a pour sens que sa propre visibilité.

-acteur collectif organisé : gangstérisme des villes, "chauffeurs" et bandits de grands chemins des campagnes, pirates de la mer... Quand le crime est véritablement organisé, avec un dispositif cohérent et ramifiée infiltré au coeur des structures de la société, on a les divers phénomènes de "mafia" (camorra napolitaine, cartels colombiens, triades chinoises, yakuza du Japon, etc.), qui peuvent être les héritières d'une histoire séculaire, comme en Sicile, ou se mettre en place à une vitesse remarquable, comme en Russie actuelle, où Moscou est en passe de rattraper les exploits légendaires de Chicago à la haute époque de la prohibition. C'est aussi, à une échelle bien plus modeste, le viol collectif par une bande de loubards, qui affirme ainsi son unité et assure l'intégration de ses éléments nouveaux par une transgression commune.

-acteur collectif systématique : ce sont toutes les pratiques de sacrifices sanglants (au premier chef humains), dans lesquelles René Girard voit le fondement mythique de tout l'ordre social. Le sacrifice (qui ne nie pas la valeur de la vie, mais, au contraire, en fait le prix le plus haut qui se puisse payer aux puissances surnaturelles) a souvent été, en effet, un acte fondateur (bien des remparts, dans diverses civilisations, ont ainsi été bâtis sur une vierge emmurée vive dans ses fondations pour en assurer magiquement l'inpugnabilité), donc unique. Mais certaines sociétés -en particulier les Aztèques- en ont fait une pratique qui devait être constamment renouvelée pour assurer la survie même du monde. À côté de ce grandiose délire, la mise à mort des serviteurs ou des veuves aux funérailles d'un prince, pour lui assurer dans l'au-delà un rang digne du sien parmi les vivants, paraît bien triviale, malgré son atrocité. On peut encore ranger dans cette catégorie les crimes de guerre quand ils sont l'expression d'une volonté de

militaire, bon pour les filles", se vantait-on naguère à l'issue des conseils de révision). D'autres, par contre, n'apprécient que la finesse, la virtuosité verbale, ou la richesse. Certaines civilisations exaltent la compétition, dont les formes sont innombrables (culminant au duel, à la lance du chevalier, à l'épée du mousquetaire ou au six-coups du cow-boy) ; d'autres la refusent, font tout pour séparer les protagonistes avant qu'ils n'en viennent aux mains, l'escamotent de leur univers mental... Les peuples d'Extrême-Orient ont le culte de la "face", au point de ne pouvoir compenser sa perte que par le recours au suicide (particulièrement au Japon, où il n'est plus aussi ritualisé qu'autrefois, mais reste fréquent, notamment chez les enfants en cas d'échec scolaire). Les sociétés du monde méditerranéen, elles, ont l'obsession d'un "honneur" lié à la virginité des filles ou à la fidélité des femmes, causes banales de meurtres considérés par tous (tribunaux compris) comme pleinement légitimes, pardonnés d'avance. De même, d'autres croient devoir tuer au nom de la défense de la vie pré-natale, ou de l'Amour de Dieu...

Mais la violence est-elle l'héritière d'une tradition, ou, au contraire, surtout le produit de son effacement ? La perte du contrôle social sur les comportements individuels (particulièrement favorisée par l'anonymat des grandes villes) entraîne ce que les sociologues ont appelé depuis longtemps l'"**anomie**", c'est-à-dire la disparition des freins, l'effacement des repères qui canalisent habituellement les pulsions et les actions dans des limites tolérables pour le groupe. On a là, évidemment, l'une des clés essentielles des violences individuelles.

Bien sûr, les sociétés ne sont pas homogènes : des lignes de fractures les traversent, hérissées de part et d'autre de rancoeurs, de haines et -plus dangereuses encore- de peurs. On a déjà mentionné l'opposition majeure entre dominants et dominés, mais il y en a d'autres : pour les possédants, les "classes laborieuses" ont été longtemps les "classes dangereuses", ces prolétaires "au couteau entre les dents" dont les rêves de Grand Soir ont tant fait frémir les beaux quartiers, jusqu'à ce que la lutte des classes, de grèves acharnées en *lock-out* ruineux, se mette à évoluer vers des compromis négociés. Pour les défenseurs du système établi, la jeunesse est bien souvent perçue comme une menace, et, presque partout, les "forces de l'Ordre" lui opposent une suspicion systématique, voire une hostilité (réciproque) qui a pu aller, dans certains pays d'Afrique, à des exécutions sommaires de tous les jeunes rencontrés dans la rue dès que l'occasion s'en est présentée. Dans bien des cas, la jeunesse -voire l'enfance¹- est, quantitativement, à la fois la première source et la première victime de la violence, comme en témoigne le taux de mortalité par armes à feu chez les adolescents aux États-Unis ou en Afrique du Sud.

C'est donc dans le cadre de chaque société, avec les conceptions, les clivages et les conflits qui lui sont propres, avec ses normes et son histoire spécifiques², qu'il faut analyser les phénomènes de violence. Viennent alors de difficiles problèmes méthodologiques. Il faut en particulier :

-**quantifier**, trouver des moyens fiables de mesurer les divers types de violence... C'est aussi se demander quels changements quantitatifs déclenchent aussi des mutations de nature.

¹. Les guerres civiles du Cambodge ou du Mozambique ont montré combien pouvaient être efficaces les enfants-soldats, qui tuent sans états d'âme. Mais ce n'est pas une invention du XX^e siècle : le royaume guerrier du Dahomey confiait ainsi aux enfants, pour les aguerrir, le soin d'égorger des prisonniers qu'on ne pouvait pas vendre comme esclaves.

². En Colombie, la criminalité massive a commencé avec la terrible guerre civile des années 1950, précisément appelée la "*violencia*", qui a chassé en masse les ruraux vers les villes et désagrégé les structures sociales anciennes.

-localiser, identifier les espaces plus ou moins concernés, distinguer ce qui explique les différences entre pays, entre villes, entre quartiers...

-périodiser (avec la difficulté supplémentaire des quantifications rétrospectives), saisir les évolutions, longues et courtes, et les héritages, afin de les situer à leur exacte signification, reconstruire les logiques à l'oeuvre dans les divers contextes, éclairantes autant par leurs différences que par leurs similitudes.

C'est là, on le voit, un immense champ scientifique qui est en jeu. Par ses multiples facettes comme par l'ampleur des mécanismes qu'elle met en jeu, la violence est bien un "fait social total", qui ouvre d'innombrables pistes de recherche, une foison de voies d'accès qui conduisent à une meilleure compréhension des sociétés, et donc vers une action plus efficace, parce que plus lucide et mieux adaptée à chaque situation concrète.